



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU NORD**

Préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Biepe - RS

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Communauté  
d'Agglomération Valenciennes Métropole de mettre en  
place une organisation pour la réception des déchets  
dangereux présents sur la déchetterie de  
VALENCIENNES.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 ; L.171-8 ; L.172-1 ; L.511-1 ; L.512-3 ; L.514-5 ;

Vu l'arrêté d'enregistrement du 11 avril 2014 délivré à la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole pour l'exploitation d'une déchetterie située rue de la Bleue du Nord à Valenciennes concernant la rubrique 2710-2 (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial) correspondant au statut de l'enregistrement et la rubrique 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) au statut déclaratif ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2710-1 (installation de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

Vu l'article 2.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé qui dispose : " Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles." ;

Vu l'article 2.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé qui dispose : "Tout stockage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir;
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés."

Vu l'article 7.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé qui dispose: "A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol." ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) transmis à l'exploitant par courrier du 25 juin 2015 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 29 mai 2015, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté les faits suivants :

Certains déchets dangereux (Déchets ménagers spéciaux liquides) sont déposés directement par les usagers dans des réceptacles stockés en extérieur, à même le sol, sans dispositif de rétention, en attente de stockage par le personnel d'exploitation. Ces stockages tampons sont, qui plus est, situés, à proximité d'un avaloir d'eaux pluviales.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.7 et 7.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que face à ce manquement; il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Communauté d'Agglomération de VALENCIENNES METROPOLE de respecter les dispositions des articles 2.7 et 7.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole, dont le siège est situé 2, place de l'Hôpital Général – BP 60227 – 59305 VALENCIENNES Cedex, exploitant une déchetterie sise rue de la Bleue du Nord sur la commune de VALENCIENNES est mise en demeure de mettre en place une organisation de la réception des déchets dangereux afin que ces déchets ne soient réceptionnés que par du personnel habilité et ne soient pas stockés à même le sol, sans dispositif de rétention dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

**Article 3** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Monsieur le maire de VALENCIENNES ;

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de VALENCIENNES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie de VALENCIENNES pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

Fait à Lille, le 07 AOU 2015

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Gilles BARSACQ



